

Résumé

L'Opinion de la Chambre des députés sur Document de réflexion sur l'approfondissement de l'Union Economique et monétaire COM (2017) 291

La Chambre des députés admet que l'achèvement de l'Union Economique et monétaire (UEM) nécessite la création d'un véritable union financière et fiscale, cela nécessiterait ainsi de renforcer les institutions de régulation et d'assurer la responsabilité démocratique et la légitimité dans la zone euro.

Elle admet que l'achèvement de l'UEM n'est pas une fin en soi mais un cadre pour la création d'emplois, la croissance économique, l'équité sociale, la convergence économique et la stabilité financière. La responsabilité et la solidarité, l'atténuation des risques et le partage devront être bien corrélés. Ainsi, l'UEM devrait rester ouverte à tous les états membre de l'UE et la prise de décision devra être plus transparent et fondée sur la responsabilité démocratique.

Toutefois, il estime qu'une architecture budgétaire d'un budget distinct pour la zone euro, constituerait une menace pour les politiques traditionnelles, soutenues par la Roumanie et d'autre Etats membres de l'UE en dehors de la zone euro, creusant ainsi les écarts entre les pays contributeurs nets et ceux bénéficiaires nets. Par conséquent, l'établissement d'un budget consacré à la zone euro augmenterait les différences entre les Etats membres.

Apprécie la proposition faite par le président de la Commission européenne dans sa Déclaration sur l'état de l'Union du 13 septembre 2017 d'établir un instrument d'adhésion à la zone euro et espère qu'elle aura également une base politique qui éliminera l'opposition de certains Etats membres de la zone euro par opposition à recevoir de nouveaux membres.

Considère que toutes les institutions de l'Union compétentes devraient coopérer à la fois pour encourager les pays n'appartenant pas à la zone euro à progresser vers l'adoption de la monnaie unique et pour atténuer les préoccupations concernant l'élargissement de la zone euro.